

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

LE RECEL DE CHOSSES

DÉLIT DISTINCT

D'après la Loi du 22 Mai 1915

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Juillet 1921

PAR

MOUSTAPHA ZAKI SALEH

Licencié en Droit de la Faculté Sultanienne du Caire



LYON

LA SOURCE, G. NEVEU & C^{tes}

21, Rue Vieille-Monnaie

1921

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

LE RECEL DE CHOSES

DÉLIT DISTINCT

D'après la Loi du 22 Mai 1915

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Juillet 1921

PAR

MOUSTAPHA ZAKI SALEH

Licencié en Droit de la Faculté Sullanienne du Caire



LYON

LA SOURCE, G. NEVEU & C^{ie}

21, Rue Vieille-Monnaie

1921

UNIVERSITÉ DE DROIT

FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEUR HONORAIRE

M. APPLETON (Charles), ✱, I. Q, professeur honoraire.

PROFESSEURS TITULAIRES

MM. JOSSERAND, Q I., doyen, professeur de Droit civil.

APPLETON (Jean), ✱, I. Q, +, professeur de Droit administratif.

ANTONNELLI, ✱. I. Q, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

BOUVIER (E.), I. Q, professeur de Science financière et de Législation française des Finances.

BOUVIER-BANGILLON, I. Q, professeur de Procédure civile.

COHENDY A, Q, chargé de Cours de Droit commercial.

GARRAUD, ✱, I. Q, +, correspondant de l'Institut, professeur de Droit criminel.

GONNARD, I. Q, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. Q, professeur de Droit romain.

LAMBERT, A. Q, professeur d'Histoire générale du Droit français.

LAMEIRE, I. Q, professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

LÉVY, ✱, I. Q, professeur de Droit civil.

PIC (Paul), I. Q, O. ✱, professeur de Droit international public et de Législation industrielle.

PICARD, A. Q, professeur de Droit civil.

PERROUD, professeur de Procédure civile.

M. BECQ (J.), I. Q, secrétaire de la Faculté.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. R. GARRAUD, professeur.

Assesseurs { M. Edouard LAMBERT, professeur.
M. Georges COHENDY, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Le but de notre modeste travail est l'étude, malheureusement sommaire, du délit de recel de choses dans le Code pénal français, c'est-à-dire l'étude de la loi du 22 Mai 1915.

Avant cette date, le recel de choses était considéré en France comme un acte de complicité et, par conséquent, acte accessoire à un fait principal, crime ou délit, duquel dépendaient son existence et sa répression; citons pour exemple les cas les plus fréquents du vol, simple ou qualifié, de l'escroquerie et de l'abus de confiance.

La loi du 22 Mai 1915, sagement élaborée, changea la modalité de cette sorte de complicité, en faisant du recel un délit principal distinct, et, au point de vue de sa répression, indépendant de l'infraction qui lui donne naissance; de sorte qu'aujourd'hui, le recéleur n'est plus un complice, mais un auteur principal qui, même

comme nous le verrons, peut avoir des complices l'aidant ou l'assistant à commettre son forfait.

Cette sage réforme, considérée dans son ensemble, est fort heureuse : elle a eu de nombreuses conséquences avantageuses ; mais aussi, elle en a eu d'autres fâcheuses, car elle créa quelques difficultés théoriques et pratiques que nous ferons remarquer au fur et à mesure que nous les rencontrerons dans cette étude. Par anticipation, adressons lui cette critique d'avoir laissé subsister un lien, quoique très faible, entre le recel-délit et l'infraction principale.

Bornons-nous ici à mentionner seulement, à titre d'exemple de ses lacunes, le caractère de recel, délit instantané ou continu, qu'elle a négligé de nous indiquer et les difficultés qui en découlent à propos de la prescription de ce délit, la compétence des tribunaux qui doivent en connaître et l'importante question de l'intention.

Mais dès maintenant, hâtons-nous de dire que le territoire français n'est plus ce vaste marché sur lequel les recéleurs étrangers liquidaient les produits de leur fructueuse industrie de recel, à l'abri de toute poursuite pénale, grâce aux lacunes et à l'insuffisance de la législation française, la seule peut-être, dans tous les pays d'Europe, qui appliquait le système du recel-complicité.

Le droit comparé est unanime à faire du recel de choses un délit distinct. Au cours du XIX^{me} et du XX^{me} siècle, les législations étrangères ont abandonné, les unes après les autres, la conception du recel-complicité. Nous citerons par ordre alphabétique :

1. — ALLEMAGNE

Dans les articles 257 à 262, Code pénal, elle applique en matière de recel ce qu'elle appelle la *complicité par assistance subséquente*. Elle varie les peines applicables au recéleur suivant que celui-ci agit par ou sans intérêt, suivant la gravité de l'infraction principale et suivant les circonstances aggravantes qu'il connaît. Elle prévoit le cas de recéleurs d'habitude ou de profession, qu'elle punit de la réclusion jusqu'à 10 ans (art. 260), comme elle prévoit le cas de la récidive spéciale du recéleur, quand celui-ci, après deux condamnations pour recel, en subit une troisième pour la même infraction (art. 261).

Enfin, elle décide dans l'article 262 que le recéleur qui a été condamné à l'emprisonnement peut être privé de ses droit civiques et être placé sous la surveillance de la police.

2. — ANGLETERRE

Tous les auteurs qui ont eu à s'occuper de la question du recel de choses nous font remarquer le trafic scandaleux qui se passait dans ce pays, à propos du recel, quand celui-ci n'y était pas encore délit distinct. Des « agences anglaises » s'organisaient à Londres dans l'unique but d'exploiter l'industrie du recel de choses volées et surtout de titres et valeurs de bourse.

Ce mal notoire a disparu quand l'Angleterre adopta le système du recel-délit distinct, par sa loi du 14 Août 1896. Voici son texte, traduit par M. Darras, dans l'*Annuaire de législations étrangères* (T. XXVI, p. 52) :

« Si une personne *reçoit*, sans excuse légale, *ou se trouve posséder* un objet quelconque dérobé en dehors du Royaume-Uni et qu'elle sait avoir été dérobé, elle pourra être frappée de la servitude pénale pour une durée qui ne pourra être inférieure à trois ans ni supérieure à sept ans, ou d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, avec ou sans travail forcé ; elle peut être poursuivie dans tout comté ou *dans tout endroit dans lequel elle détient ou a détenu cet objet*.

— Pour ce qui concerne le présent article, un objet sera considéré comme ayant été dérobé quand il aura été pris, extorqué, obtenu, détourné, converti, aliéné dans des circonstances telles que si l'acte avait été commis dans le Royaume Uni, la personne qui l'aurait commis aurait été coupable d'une infraction punissable d'après la loi en vigueur dans le Royaume-Uni. — Une infraction au présent article constituera un crime ou un délit lorsque l'acte commis en dehors du Royaume-Uni constituerait un crime ou un délit s'il était commis en Angleterre ou en Irlande ».

Sur la législation et la jurisprudence anglaise, on consultera Courtney Stanhope Kenny : « Esquisse du droit criminel anglais », (Traduction de Paulian, 1921, p. 319 à 322 ; et sur le recel des biens volés à l'étranger, pp. 518 et 519).

3. — L'AUTRICHE-HONGRIE

a) Autriche. — La place du recel se trouve dans les chapitres relatifs aux différentes espèces de vol. Celui qui recèle, acquiert ou négocie une chose volée ou détournée, participe à ce vol ou à ce détournement. Les articles 185 et 186 proportionnent la peine à la valeur de la chose détournée, la ruse déployée et le préjudice causé. La peine est de six mois à un an de réclusion, dans le recel simple, et, suivant ces circonstances, le recéleur encourt la peine de réclusion pouvant aller jusqu'à cinq ans ; la peine est de un à cinq ans de travaux forcés quand le vol qui a procuré la chose recélée est accompagné de la violence (art. 196).

b) Hongrie. — Les dispositions sur le recel sont portées dans un chapitre spécial (art. 370 à 373). Le recel est délit et est punissable de la prison de deux ans au maximum quand il a eu lieu à la suite d'un délit, et ne devient crime punissable de la réclusion, avec cinq ans de maximum, que quand le recéleur savait que la chose provient d'un crime, d'un vol, quel qu'il soit, d'un détournement ou extorsion, et qu'il recèle en vue d'un avantage pécuniaire. La récidive, en matière de recel, est réglementée comme suit : Le recel devient crime s'il a été commis, dans les dix ans depuis que la dernière peine a été subie, par un individu deux fois déjà condamné pour vol, détournement, extorsion ou recel. La loi punit plus gravement les recéleurs par habitude ou par profession.

4. — BELGIQUE

Le recel est puni par les articles 505 et 506 du Code pénal et puni comme délit spécial.

Les peines édictées contre le recéleur sont :

1° L'emprisonnement de quinze jours à cinq ans et une amende de 26 à 500 francs ;

2° Cette peine peut s'élever jusqu'à la réclusion quand le recéleur, au temps du recel, avait connaissance des circonstances aggravantes accompagnant l'infraction principale qui a fourni l'objet du recel et quand la peine applicable à l'auteur de cette infraction principale est la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité.

5. — DANEMARK

La législation danoise fait du recel un délit distinct prévu et puni par le Code pénal dans ses articles 238 et 239, placés dans la partie spéciale de ce Code.

Elle distingue entre le recel qui a eu lieu sans accord préalable avec l'auteur du vol, et qu'elle punit d'une année dans une maison de correction, et entre le recel par habitude ou par métier, qu'elle punit de quatre ans de travaux forcés pour la première condamnation, et jusqu'à huit ans, en cas de récidive.

6. — EGYPTE

Le Code pénal égyptien, révisé en 1904, abandonna, lui aussi, la théorie de complicité par recel, pour faire

de celui-ci un délit distinct et continu. Voici le texte de son article 279 nouveau, qui ne vise que le recel portant sur les choses obtenues à l'aide d'un vol :

« Quiconque aura sciemment recélé des choses obtenues à l'aide d'un vol sera puni d'un emprisonnement avec travail ne dépassant pas deux ans. Si le coupable savait que les choses avaient été obtenues à l'aide d'un vol à l'égard duquel une peine plus grave est édictée, il sera passible de la peine prévue pour ce vol ».

La simple lecture de ce texte suffit pour dégager les conditions requises pour commettre le délit de recel, les peines qui lui sont appliquées dans les deux cas où le recéleur *savait* ou *non* les circonstances aggravantes du vol.

7. — ESPAGNE

Le Code pénal espagnol parle du recel dans ses articles 17, 69, 73 à 76. Il qualifie de « recéleurs » les personnes qui, ayant connaissance de la perpétration du délit, sans y participer, interviennent postérieurement à sa perpétration, soit pour en tirer profit pour eux-mêmes ou aider les délinquants à tirer profit des effets du délit, soit pour cacher ces effets, afin d'en empêcher la découverte. Il varie ses peines suivant que les recéleurs agissent pour s'associer à un délit consommé ou simplement tenté et d'après une série de distinctions de fait.

8. — ITALIE

Elle fait du recel un délit distinctement punissable de l'intrication principale et le place dans la partie spéciale du Code pénal. Dans l'article 225, elle assimile au recéleur (qui acquiert, reçoit ou recèle de l'argent ou des choses provenant d'un vol), toute personne qui s'entremet, de quelque manière que ce soit, pour les faire acquérir, recevoir ou receler, sans avoir concouru au délit même : l'un et l'autre sont frappés de la peine de réclusion, allant jusqu'à deux ans, et d'une amende qui peut atteindre 1.000 *liras* (franc italien). Si l'objet du recel provient d'un délit passible d'une peine restrictive de la liberté personnelle pendant une durée de plus de cinq ans, le recéleur, dans les deux cas, est passible de la réclusion d'un à quatre ans, sans dépasser la moitié de la peine édictée contre l'auteur du délit duquel proviennent les choses. L'habitude du recel fait encourir à l'habitué la réclusion de trois à dix ans.

9. — PAYS-BAS

C'est l'application, en matière de recel, de la théorie de l'*assistance subséquente* « *Begünstiging* ».

Le recéleur (art. 416), est celui qui, avec intention, achète, prend en échange ou en gage, accepte en présent, un objet quelconque acquis par un délit; sa peine est celle de l'emprisonnement de trois ans au plus; et,

en cas d'habitude, cette peine peut être portée jusqu'à six ans (art. 417). Le coupable, en outre, peut être déclaré incapable d'exercer la profession dans laquelle il a commis le recel.

Le Portugal, la Russie et la Suède appliquent aussi le système du recel-délit, à peu près semblable à celui que nous venons de voir dans ces législations étrangères.

On remarquera : 1° Que la notion du recel-délit ou crime distinct est, à peu de chose près, la même dans les législations que nous venons d'analyser ;

2° Que quelques-unes d'entre elles distinguent, avec raison, le recel-accident et le recel-habitude.

La loi du 22 Mai 1915 n'a pas suivi, jusqu'à ce point, l'exemple que lui donnaient les législations étrangères. Elle n'a rien dit des recéteurs d'habitude.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LES DEUX CONCEPTIONS

DU RECEL DE CHOSSES

Le recel de choses, dans la science pénale, peut être envisagé de deux manières : comme fait de complicité supposant l'existence d'un fait principal punissable pénalement, et comme un délit distinct ayant une existence propre.

I. — Le recel fait de complicité

C'est le système suivi jusqu'en 1915 par la législation française. L'ancien article 62 du Code pénal décidait que :

« Ceux qui, sciemment, auront recélé en tout ou en partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis comme *complices* de ce crime ou délit ».

Pour montrer la valeur ou plutôt la non-valeur de ce texte, il nous faut dire un mot sur la complicité.

La théorie de la complicité en matière pénale, est un de ces sujets abstraits et par conséquent arides, sujets de controverse qui partagent souvent les opinions des criminalistes. Nous ne la toucherons qu'obligé, pour en dégager les principes concernant notre étude.

Les infractions aux lois pénales se présentent de différentes manières au point de vue des agents qui les commettent. Quelquefois on voit, sur le champ d'activité délictueuse, un seul coupable qui n'a obéi en agissant qu'à sa propre et unique volonté; d'autres fois, on y voit plusieurs personnes mettant en commun leurs volontés et associant leurs efforts. Dans le premier cas, on ne peut trouver qu'un auteur. Dans le deuxième, on distingue des co-auteurs et des complices, selon que la participation est principale et directe ou accessoire et indirecte. Sont auteur ou co-auteurs de l'infraction la ou les personnes qui ont accompli matériellement les faits principaux constitutifs de cette infraction; les autres, les complices, sont celles qui y ont participé, non par des faits d'exécution, mais par l'un des moyens énumérés par les articles 60 et 61. Ce sont ces personnes « *qui peuvent aider les auteurs, dit notre éminent Professeur Garraud, et leur prêter un concours dans les diverses phases du délit, depuis la résolution jusqu'à l'exécution* (1) ».

(1) GARRAUD; *Précis de Droit criminel*, 11^e éd., p. 426.

Ces complices ne sont punissables que s'ils agissent avec intention coupable : cet élément intentionnel est un point capital sur lequel nous insistons beaucoup.

Justement, la loi leur reproche d'avoir eu cette volonté coupable pour faciliter le délit que commet l'auteur, volonté délictueuse qui leur fait supporter une part dans la responsabilité de l'acte incriminé et punissable auquel ils ne sont pas étrangers. Ce principe est admis par l'unanimité des auteurs et a toujours été fermement maintenu par la jurisprudence (1).

Les articles 60 et 61 énumèrent limitativement les différents faits de complicité. Ces faits, outre le recel prévu par l'article 62, que nous examinons, sont :

- 1° La provocation à un crime ou délit ;
- 2° Les instructions données pour le commettre ;
- 3° Le fait d'avoir procuré les moyens matériels servant à son exécution ;
- 4° L'assistance dans les faits secondaires qui l'ont préparé, accompagné ou facilité ;
- 5° Le recel de certaines personnes énumérées par l'article 61.

Art. 60.— Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre ;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ;

(1) Cass., 9 Mai 91. D. 91-1- 494. — Cass., 19 Janv. 94, S. 95-1-249.

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'auront consommé, sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

Art. 61. — Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

Cette énumération nous fait constater que la complicité suppose des actes qui concourent à la réalisation d'un délit. Ces actes, d'après la raison et la logique, ne peuvent donc être qu'antérieurs à ce délit ou bien concomitants à sa commission.

D'après ce que nous venons de dire, il serait logiquement erroné d'énumérer, parmi les faits de complicité, celui de recel de choses, vu qu'il ne se commet qu'après la complète consommation du délit principal auquel il se rattache par un lien soi-disant de complicité. On ne comprend pas comment ni de quelle manière le recéleur aurait pu aider l'auteur principal à commettre son délit, puisque le recel n'intervient que postérieurement à cet acte délictueux. N'est-ce pas impossible de participer à un fait déjà accompli ?

« Sans doute, écrit M. le Professeur Garraud, après
« que l'infraction a été accomplie, de nouveaux agents
« peuvent surgir et commettre des faits qui s'y ratta-
« chent, comme les faits se rattachent à la cause. Mais
« ces faits nouveaux et distincts ne sauraient consti-
« tuer des actes de complicité, et, si la loi les juge
« punissables, elle devra rationnellement leur donner
« le caractère d'infraction *sui generis* qui seront unis,
« par un simple lien de connexité, à l'infraction anté-
« rieure déjà consommée ».

Oui certainement, il y aurait complicité si le recéleur avait convenu avec l'auteur d'un vol, par exemple, de le débarrasser du produit de son délit aussitôt commis. Dans ce cas, on voit clairement le lien de complicité entre les deux infractions: le vol et le recel. Ce qui est punissable alors, c'est l'engagement pris par le recéleur, engagement qui aurait pu déterminer ou encourager le projet de vol.

En pratique, ce système de complicité par recel ne présente pas moins d'inconvénients: il assure l'impunité de certains recéleurs. Voici les cas les plus sail-
lants:

1° Un vol commis à l'étranger par un étranger. Le recéleur des objets volés provenant de ce vol ne peut être poursuivi en France. Ceci parce que les tribunaux français ne peuvent connaître du fait principal du vol en question; ils ne pourront, par suite, connaître du recel, fait accessoire à ce vol (1);

(1) Cass., 17 octobre, 834. S. 35-1-33. — Cass., 19 av. 88, S. 88-1-345.

2° On ne peut encore poursuivre le recéleur quand le fait principal est couvert par la prescription de l'action publique. Il en est de même quand le délit principal n'est plus punissable par suite d'une amnistie ;

3° Le recéleur échappera à la répression en France dans le cas de vol commis à l'étranger, même par un Français, tant que ce dernier n'est pas rentré volontairement en France (2).

Voilà donc, en résumé, ce qu'est le recel-complicité, et voilà démontrée, autant qu'il est dans notre pouvoir, la fausseté du principe théorique sur lequel il repose, ainsi que les inconvénients qu'il entraîne dans la pratique.

II. — Le recel, délit distinct

Ainsi considéré, le recel n'est pas attaché au délit originaire par un lien de complicité, mais par un simple lien de connexité. C'est le système tant réclamé par les criminalistes. La jurisprudence, elle, avait déjà commencé à jeter dans la pratique, par de nombreux arrêts, les bases du recel, délit distinct. Le principe de la territorialité des lois sera moins choqué : chaque pays doit demeurer souverain pour poursuivre et punir les méfaits se commettant sur son sol, et ce n'est qu'ainsi qu'il peut sauvegarder l'ordre à l'intérieur.

La juridiction française, en adoptant le système du recel-délit, devient compétente pour juger ce délit, alors même que le fait qui lui a donné naissance aurait été commis à l'étranger, par un étranger ou par un

Français non rentré en France volontairement. Les tribunaux français jugeront le recéleur malgré la prescription acquise à l'auteur principal ou malgré l'amnistie intervenue en sa faveur. Tomberont aussi sous le coup de la loi les complices du recéleur ; car, à l'égard du recel-délit, la règle qui n'admet pas la complicité de la complicité ne trouvera plus son application, le recel étant devenu un fait principal.

A côté de la doctrine et de la jurisprudence qui étaient peu satisfaites de la théorie du recel-complicité, les Congrès pénitentiaires internationaux, de Saint-Pétersbourg en 1890, de Bruxelles en 1900, de Budapest en 1905, émettaient, tous, leurs vœux unanimes, en traitant la question du recel, en faveur du recel, délit distinct.

Il a fallu que la grande guerre de 1914 éclatât pour que le législateur français vît de plus près encore la défectuosité de son ancien système, au sujet du recel : Une des tristes phases de cette guerre était le pillage commis sur le territoire envahi par l'ennemi. Ses habitants, auparavant paisibles dans leur propriété, étaient l'objet de mille et mille émotions de ces heures de panique que personne ne peut décrire ; ceux qui pouvaient sauver leur vie, voyaient enlever brutalement, et sans dire mot, toute leur fortune mobilière : titres, bijoux, tableaux précieux, souvenirs de famille, voire même des vêtements et objets sans valeur.

C'était une source nouvelle qui venait alimenter encore le honteux commerce des recéleurs, profiteurs des pillages des armées envahissantes.

Parquets et tribunaux restaient bras croisés devant ces criminels inqualifiables qui, le plus souvent, échappaient à toute répression, le recel n'étant qu'une complicité. Il était donc nécessaire, pour réparer ce mal, de voter d'urgence la loi du 22 Mai 1915, dont nous allons aborder l'étude.

DEUXIÈME PARTIE

LE RECEL, DÉLIT DISTINCT

D'après la loi du 22 Mai 1915

Texte de la loi du 22 Mai 1915

Article premier. — Les dispositions de l'art. 462 du Code pénal seront insérées à la place et sous le numéro de l'article 459 du Code pénal.

Art. 2. — Les articles 460 et 461 (nouveaux) seront rédigés ainsi qu'il suit, sous la rubrique : « *Du Recel* ».

« **ART. 460 (NOUVEAU).** — Ceux qui, sciemment, auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis des peines prévues par l'art. 401.

« L'amende pourra même être élevée au-delà de 500 francs jusqu'à la moitié de la valeur des objets recelés. Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime, conformément aux art. 59, 60 et 61 ».

« ART. 461 (NOUVEAU).— Dans le cas où une peine afflictive et infamante est applicable au fait qui a procuré les choses recélées, le recéleur sera puni de la peine attachée par la loi au crime et aux circonstances du crime dont il aura eu connaissance au temps du recélé. Néanmoins, la peine de mort sera remplacée, à l'égard des recéleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité. L'amende prévue par l'article précédent pourra toujours être prononcée ».

Art. 3. — Il est ajouté à l'art. 58 du Code pénal le paragraphe suivant :

« Le recel sera considéré, au point de vue de la récidive, comme le délit qui a procuré les choses recélées ».

Art. 4. — Le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 est ainsi complété :

«Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et deux condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, recel de choses obtenues à l'aide d'un vol, d'une escroquerie, ou d'un abus de confiance, outrage public à la pudeur..... (La suite conforme) ».

Art. 5. — L'art. 380, § 2 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

« A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de recel, conformément aux art. 460 et 461 ».

Art. 6. — L'art. 227 du Code d'instruction criminelle est ainsi complété :

« Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entr'elles, soit lorsque les coupables ont commis, les uns pour se procurer le moyen de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité, soit lorsque des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit ont été, en tout ou en partie, recélées ».

Art. 7. — Lorsque les lois édictent des incapacités, ou lorsqu'elles autorisent les tribunaux à les prononcer, contre les individus condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustractions commises par des dépositaires publics, leurs dispositions sont applicables aux individus condamnés pour avoir sciemment recélé, en tout ou en partie, des choses obtenues à l'aide de ces délits ».

Art. 8. — Les art. 62 et 63 du Code pénal sont abrogés.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DU RECEL

La nouvelle loi sur le recel ne nous définit pas ce mot. « Ceux qui, sciemment, auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis, etc... », nous dit l'art. 460 (nouveau).

Elle s'est bornée à reproduire purement et simplement la formule de l'ancien article 62, qui rangeait le recel parmi les modes de complicité, et qui, lui aussi, se gardait de le définir. Ce qui veut dire que la loi du 22 Mai, par son silence, confirme la définition qui lui a été donnée par les auteurs, ainsi que par les décisions jurisprudentielles rendues antérieurement à sa promulgation pour expliquer l'art. 62.

Ce silence de la loi s'explique puisqu'il a été voulu. Voici ce que nous lisons dans l'exposé des motifs de la loi du 22 Mai :

« La définition et l'énumération de ce qui constitue le recel sont très variables dans les lois étrangères. Nous avons crû préférable de maintenir purement et simplement la formule de l'art. 62 du Code pénal dont le sens et la portée sont fixés par de nombreuses décisions de jurisprudence. »

Le mot *receler* se définit de différentes manières suivant le point de vue auquel on se place.

Receler, c'est *cacher*, dans le langage littéraire (dictionnaire Littré).

Dans le langage juridique, on lui trouve diverses acceptions, suivant qu'il a été employé par le droit civil ou par le droit pénal.

Le droit civil en fait usage dans ses art. 792, 801, 1460 et 1477, pour régler civilement, bien entendu, les cas de divertissements des effets d'une succession ou d'une communauté de la part d'un héritier ou d'un conjoint.

Il s'agit là de simples délits civils dont nous n'avons pas à nous occuper. Ce qui nous intéresse ici, c'est le recel du droit pénal. D'après l'art. 460 (nouveau) et 62 (ancien) qui nous fournissent les éléments du recel, on peut dire que le recel de choses est le fait par lequel une personne détient des objets qu'elle sait avoir été enlevés, détournés ou obtenus à l'aide d'une infraction, crime ou délit.

Il faut donc, pour la constitution du recel : 1° un élément matériel consistant dans l'acte de recevoir et de posséder ces objets enlevés injustement et illégalement à leur légitime propriétaire ; 2° un élément

intentionnel exigé presque pour toute infraction, consistant dans ce fait de savoir que ces objets ont une provenance délictueuse ; 3° que cette provenance soit un crime ou un délit.

Nous donnons ici le texte d'un arrêt de la Cour de cassation du 16 Juillet 1857, où nous trouvons le recel si bien défini. Il est ainsi conçu :

« Attendu que le recel consiste dans la détention volontaire de la chose soustraite au préjudice de son véritable propriétaire et en connaissance de l'origine de l'objet ainsi détenu.

« Attendu qu'il importe peu que la détention soit accompagnée de l'acte de cacher l'objet soustrait, circonstance qui ne saurait être nécessaire pour caractériser la criminalité de la détention, dès l'instant où celle-ci a eu lieu avec intention frauduleuse, c'est-à-dire avec connaissance de l'origine de la chose soustraite (1) ».

(1) D. 57-1-377

CHAPITRE II

DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU RECEL

Nous ramènerons à trois les éléments qui constituent le délit de recel :

Une infraction antérieure ;

Un élément matériel ;

Un élément intentionnel.

PARAGRAPHE PREMIER

De l'infraction antérieure

Un délit distinct, d'habitude, devrait être indépendant de tout autre fait qui puisse l'influencer dans son existence. Il devrait se suffire à lui-même quand se trouvent réalisés les éléments dont il se compose ;

nous voulons dire qu'il ne devrait dépendre, pour exister, d'aucune autre infraction. Est-ce bien le cas du recel, sortant du domaine de la complicité pour devenir un délit distinct ? En d'autres termes, cela revient à se demander si la loi du 22 Mai, en changeant la phase du recel, lui a réellement assuré une existence propre ? Non. Il ne faudra pas trop exagérer à ce sujet la force créatrice de cette loi. Le recel, quoique délit distinct, reste toujours attaché au crime ou au délit dont proviennent les choses délictueuses, objet du recel. Elle n'a pas pu isoler complètement le recel de l'ancienne infraction principale. L'un et l'autre sont si bien liés, dans la pratique, que l'on ne peut parler du recel sans que, spontanément, l'imagination ne conçoive qu'une infraction ait été commise antérieurement, un vol, par exemple. D'ailleurs, il n'y aurait pas de choses recélées, s'il n'y avait pas de choses volées. C'est pour cela que M. le Professeur Garraud, partisan du recel-délit, bien avant la promulgation de notre loi, traitait, dans ses précieux ouvrages, le recel comme délit de conséquence.

On doit donc, encore aujourd'hui que le recel est un délit spécial, constater l'existence de l'infraction antérieure qui a fourni au recéleur l'objet de son recel. Cette infraction ne peut être qu'un crime ou un délit.

Pour qu'il y ait recel, il faut que les choses recélées aient été « enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un *crime* ou d'un *délit* ».

L'art. 460 (nouveau) ne mentionne que le *crime* ou le *délit* ; en ne parlant pas de contravention, il écarte l'hypothèse du recel dans cette matière. Le motif en

est, pensons-nous, le peu de gravité que présente une contravention. La loi, à ce sujet, n'a apporté aucune innovation et l'art. 460 (nouveau) reproduit fidèlement les termes de l'art. 62, abrogé.

Toute infraction, qualifiée pénalement de crime ou de délit, peut donner lieu au recel, car les termes de cet article sont généraux. « Enlevées, détournées et obtenues.... » et visent généralement le vol, l'abus de confiance et l'escroquerie. Le législateur, en généralisant ainsi, a voulu certainement laisser au juge le plus grand pouvoir d'appréciation, pour les adapter aux différentes espèces d'actes pouvant donner lieu au recel. Celui-ci peut spécialement provenir d'un vol (art. 379, C. pén.), d'un abus de confiance (art. 408, C. pén.), d'une banqueroute frauduleuse (art. 402 et 403, C. pén.), d'une escroquerie (art. 406, C. pén.), d'un faux (art. 132-162, C. pén.), de l'abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur (art. 406, C. pén.), etc., etc.

Pourvu que le fait punissable tombe sur le coup de la loi pénale, importe peu sa nature.

L'arrêt de la Cour de Cassation suivant, que nous trouvons très intéressant, nous montre comment le délit d'entraves à la liberté des enchères peut donner naissance au délit de recel :

« La Cour, sur l'unique moyen tiré d'une fausse application de l'art. 62 du Code pénal,

« Attendu en droit que la disposition de cet article est « générale et absolue et qu'elle comprend le recélé de toutes « les choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un « crime ou d'un délit quel qu'il soit,

« Attendu en fait qu'il résulte de l'arrêt attaqué que B...
« avait chargé deux mandataires d'acheter pour son compte
« divers objets à une vente publique de meubles, que ces
« mandataires, pour devenir adjudicataires à vil prix,
« avaient écarté par des dons d'argent, les enchérisseurs dont
« ils redoutaient l'intervention, et qu'en recevant les objets
« ainsi adjugés, B... avait su par quelles coupables manœu-
« vres ils étaient arrivés entre ses mains,

« Attendu que dans ces circonstances, en déclarant que
« B... avait sciemment recélé des meubles obtenus à l'aide
« d'un délit d'entraves aux enchères, l'arrêt attaqué fait une
« juste et saine application des art. 62 et 412 du Code pénal,

« Attendu qu'il n'importe que B... ait été mis en posses-
« sion par une adjudication, que cette adjudication avait
« été viciée par le délit dont elle était la conséquence, etc.,

« Rejette... » (1).

Il s'agit de savoir maintenant le degré de réalisation de cette infraction antérieure pour que le délit de recel naisse, l'influence qu'elle peut avoir sur lui lorsqu'il est question de poursuivre le recéleur.

Il peut arriver que cette infraction se trouve juridiquement réalisée, mais que son auteur ne soit pas personnellement punissable; poursuivra-t-on quand même le recéleur? Certainement oui, car la loi ne subordonne pas la poursuite du recéleur à la responsabilité pénale de l'auteur de cette infraction antérieure; elle ne parle que du recel de choses « enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit ». D'autre part, la solution de cette hypothèse était déjà admise par la jurisprudence quand le recel était une

(1) Cassation, 80 Décembre 1875-S: 76-1-40

complicité prévue par l'art. 62, à plus forte raison, on ne pourra faire autrement aujourd'hui que le recel est devenu délit distinct. Le recéleur sera donc punissable alors même que l'auteur du vol, par exemple, est un fou, un mineur ayant agi sans discernement ou un enfant de moins de 13 ans. Il en sera de même quand l'auteur de l'infraction qui a fourni les objets recelés aura été acquitté comme n'étant pas personnellement coupable de délit; même solution quand cet auteur est en fuite, inconnu (1) ou décédé.

Au contraire, il n'y aura pas de recel punissable quand les objets recelés ont été obtenus au moyen d'un fait non qualifié crime ou délit par le Code pénal, au moyen d'un mensonge, par exemple, non accompagné d'aucune manœuvre frauduleuse; le simple mensonge, à lui seul, ne constitue pas le délit d'escroquerie, et le recéleur, même de mauvaise foi, ne peut être poursuivi.

La prescription de l'infraction antérieure ne peut plus, comme sous l'empire de l'ancien système, former un obstacle à la poursuite du recel. La loi ne nous le dit pourtant pas expressément, mais comme elle a organisé le système du recel-délit, ayant des peines fixes et indépendantes de celles de l'infraction fondamentale, il est facile d'en déduire que ce recel ayant une existence propre doit avoir aussi une extinction, une prescription à lui propre.

C'est d'ailleurs ce qu'a voulu la loi du 22 Mai; le rapporteur dit dans l'exposé des motifs: « Sous le

(C'est le cas du délit de piquages d'onces.

régime nouveau, le recel commis en France, délit distinct devient punissable malgré la prescription acquise à l'auteur principal, etc... ».

Il peut semblèr qu'une difficulté un peu plus sérieuse apparaisse quand on envisage le cas de recel, commis en France, d'objets volés à l'étranger, par un étranger, la loi ne l'ayant pas prévu dans aucun de ses textes, on pourrait dire que le vol commis à l'étranger par un étranger, ne sera pas puni en France; et par suite, échappera à la répression le recel des choses provenant de ce vol.

Ce serait une erreur d'admettre cette solution, puisque le but du législateur était de punir ce cas; c'était même, d'après les travaux préparatoires, un des buts principaux de la loi du 22 Mai :

« Et de même le recel, délit *sui generis*, s'il est commis en France, sera jugé par les tribunaux français *jure territorii* alors même que le délit auquel il se rattache aurait été commis à l'étranger par un étranger ou par un Français non rentré en France ».

D'ailleurs, il est de principe que les lois de police et de sûreté, déclare l'art. 3 du Code civil, obligent quiconque habite le territoire. Donc, le recel, délit distinct, commis en France, est, quelle que soit la nationalité de son auteur, passible des peines de la loi française devant la justice répressive du pays.

Cela est sûrement exact quand le délit fondamental qui a procuré les objets recelés est punissable par la législation pénale étrangère et par la législation française. Mais si ce délit ne l'est que par l'une sans l'être par l'autre, quelle en sera la solution ?

Quelle sera la solution aussi quand la qualification de cette infraction antérieure n'est pas la même dans les deux pays ? Par exemple, quand le vol qui a procuré les objets recelés est considéré crime dans le pays étranger où s'est commis le crime, et délit en France où est commis le recel. Quelle législation dans ce cas faut-il appliquer pour qualifier ce dernier, afin de le punir comme crime ou comme délit ?

Sur ces questions, la loi est complètement muette ; elle offre autant de lacunes et crée autant de situations embarrassantes pour le magistrat qui doit l'appliquer.

Nous allons, au risque de nous tromper, essayer de résoudre ces différentes questions.

1° Le fait principal, qui sert de base au recel, est considéré délit d'après le pays étranger, sans l'être en France et *vice versa*.

Une première hypothèse est celle-ci : Le fait principal commis à l'étranger et d'où provient l'objet recélé en France est punissable en France, et ne l'est pas par la législation étrangère. Le recel, en ce cas, sera impunissable en France, car le détenteur de l'objet provenant de ce fait, croit détenir légalement puisque ce fait, par hypothèse, n'est pas qualifié délit dans son pays d'origine où il a été commis. L'art. 5 alinéa 2 du Code d'instruction criminelle nous donne une solution analogue :

« Tout Français qui, hors du territoire de la France,
« s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi
« française, peut être poursuivi et jugé en France, si
« le fait est puni par la législation du pays où il a été
« commis ».

La seconde hypothèse est que ce fait est puni par la loi étrangère, et non puni en France. Dans ce cas aussi il nous semble que le recel en France, provenant de ce fait commis à l'étranger, ne sera pas puni en France, puisqu'elle ne punit que le recel d'une provenance délictueuse d'après sa législation à elle propre.

2° Quant à savoir d'après laquelle des lois, étrangère ou française, on qualifiera le fait principal qui, par hypothèse, est commis à l'étranger, alors que le recel est commis en France, nous croyons juste d'appliquer la loi française qui obligent tous ceux qui habitent son territoire. Le recel sera donc crime ou délit selon que la loi française qualifie comme crime ou délit, le fait principal commis à l'étranger.

PARAGRAPHE II

De l'élément matériel

L'élément matériel consiste ici dans la détention de la chose enlevée délictueusement à son légitime propriétaire par un crime ou par un délit.

Nous disons *détention de la chose* et non *réception*, comme l'ont fait quelques auteurs, car, selon que l'on emploie l'un ou l'autre terme, on détermine le carac-

rière du délit de recel en délit continu, si l'on se sert du mot *détention*, et en délit instantané, si on emploie le mot *réception*.

Cette distinction a un intérêt capital; nous lui réservons une place dans le paragraphe suivant en parlant de l'intention.

Dès que la détention se réalise, l'élément matériel du recel se forme et le délit devient punissable.

Il est indifférent que le recéleur détienne pour son propre compte en vue de devenir propriétaire, par exemple, des objets détournés, ou qu'il les conserve en dépôt pour un autre (1).

On ne regardera pas l'emploi fait par le recéleur de la chose délictueuse, ni le profit qu'il peut en tirer (2).

Il n'est pas nécessaire, pour être poursuivi que le recéleur détienne la chose de l'auteur même qui l'a détournée; il peut la tenir aussi bien d'un tiers de bonne ou de mauvaise foi (3).

Il sera poursuivi alors même qu'il n'en a plus la possession, soit qu'il l'ait vendue, soit encore qu'il l'ait restituée (4).

A été jugé recéleur : 1° Celui qui a reçu sciemment un objet provenant d'un délit, en paiement d'une créance qui lui était due (5); 2° celui qui, ne détenant

(1) GARRAUD, *Traité*, 3^{me} édit. n° 947, p. 113

(2) Cass. 20 Juin 77. S. 77-1-285.

(3) GARRAUD, *Traité*, 3^{me} édit. T. 3, p. 114

(4) GARRAUD, *Traité*, 3^e édit., T. 3, p. 114

(5) Cass. 16 déc. 71 S. 72. 1. 254

pas l'objet même, détient sciemment la chose obtenue à l'aide de son produit (1); dans l'espèce suivante, c'était du tabac acheté avec l'argent volé :

« La Cour considérant qu'il est justifié que B.. a pris dans
« la poche de son frère ou qu'il a obtenu de lui une certaine
« quantité de tabac acheté avec une partie d'une somme de
« vingt francs volée à la veuve X...;

« Considérant qu'il est également justifié, que lorsqu'il a
« pris à son frère, ou qu'il a reçu de lui le tabac, dont il vient
« d'être parlé, le sieur B... connaissait le vol commis par
« son frère, au préjudice de la veuve X...;

« Considérant qu'à bon droit, les premiers juges ont
« condamné pour recel le sieur B., les termes généraux du
« texte des art. 59 et 62, prouvant, en effet, qu'il n'est pas
« nécessaire, pour qu'il y ait recel, que l'agent ait détenu la
« chose même qui a été volée, mais qu'il suffit qu'il est,
« comme B..., détenu sciemment la chose obtenue à l'aide
« du produit d'un vol;

« Confirme... »

Voici même une espèce curieuse dans son genre où le tribunal correctionnel d'Aix, le 25 Mai 71, a jugé comme recéleur une personne qui a consommé de concert avec l'auteur du vol, une volaille frauduleusement soustraite (2).

(1) Dijon 16 Mars 87 S. 88. 2. 118

(2) D. 71. 5. 89

PARAGRAPHE III

De l'élément intentionnel

Dans notre matière de recel, l'intention est cette connaissance, chez le recéleur, de l'origine délictueuse de la chose qu'il détient.

« Ceux qui, *sciemment*, auront recelé.... ».

Cela prouve nettement que l'exigence de ce texte sera satisfaite dès qu'il sera prouvé que le recéleur savait, même d'une manière générale, l'origine délictueuse de la chose, objet du recel. Sans cette connaissance, pas de responsabilité pénale : pas de recel.

Il ne faut pas confondre cette intention consistant dans la connaissance de l'origine de la chose délictueuse avec l'intention frauduleuse, élément vulgaire et commun à toutes sortes d'infractions pénales et qui consiste dans la mauvaise foi chez l'agent criminel de s'associer à une infraction quelconque.

Mais le texte, l'art. 460 (nouveau), ne nous indique pas à quel moment précis il faut que le recéleur ait

cette intention, cette connaissance. Serait-ce au moment juste où il entre en possession matérielle de l'objet, ou au contraire, suffirait-il qu'il l'ait eue à un moment quelconque de cette possession ? En d'autres termes, l'intention frauduleuse chez le recéleur doit-elle être concomittante à son entrée en possession de la chose soustraite, ou suffit-il qu'elle existe même postérieurement à cette entrée en possession ? La loi, ici encore, offre une lacune d'autant plus grande que l'intérêt de la question est capital à de nombreux points de vue. Selon que l'on décide dans l'un ou dans l'autre sens, l'on détermine indirectement le caractère instantané ou continu du délit de recel et les conséquences qui découlent de ce caractère. Si l'on n'admet que l'intention initiale, concomittante à la possession, le recel se définirait par « la *réception* de la chose... » et serait envisagé comme délit instantané. Si au contraire, l'on considère l'intention du recéleur, même survenu pendant la possession, le recel se définirait par « la *détention* de la chose... », et prendrait le caractère de délit continu. Nous sommes partisan de cette dernière solution ; et c'est pour cela qu'en définissant le recel, nous avons adopté le mot *détention* et insisté sur cette expression, en parlant dans le paragraphe précédent, traitant de l'élément matériel de recel.

Tout d'abord, le recel consiste dans la détention, dans la possession de la chose et non dans sa réception ; nous croyons indifférent de savoir si l'intention est née en même temps ou pendant la possession. Cela est l'esprit même de la loi qui veut punir le délit du recel

qui ne sera pas moins recel par le fait que l'intention du recéleur est née après la possession ; elle veut punir la mauvaise foi du recéleur. S'il en était autrement, il aurait été facile au législateur de dire dans le texte : « Ceux qui, sciemment, *auront reçu....* » ; mais il dit : « Ceux qui, sciemment, *auront recélé...* ». Ceci est d'ailleurs confirmé clairement par les termes précis de l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 Juillet 1857, dont nous avons cité les termes plus haut et dont voici la teneur :

« Attendu que le recel consiste dans la détention *volontaire* de la chose soustraite.... ».

On ne peut pas dire que la détention n'est pas volontaire quand le recéleur continue à garder la chose après avoir connu son origine délictueuse.

Voici, d'une netteté absolue, un arrêt de la Cour de Cassation du 10 Août 1878 :

« La Cour, sur le moyen pris d'une prétendue violation
« des art. 62 et 63 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a
« déclaré le demandeur coupable de complicité de vol par
« recel, alors qu'il résulte de l'arrêt lui-même qu'il n'a eu
« connaissance de l'origine délictueuse de la chose recélée
« qu'après en être devenu le détenteur ;

« Attendu que si l'art. 62 du Code pénal ne punit le
« recel que s'il a eu lieu sciemment, cet article ne précise
« pas le moment où le recéleur, pour être considéré comme
« tel, doit avoir eu connaissance de l'origine criminelle des
« objets qu'il détient. Qu'à la différence du vol, acte instan-
« tané, qui, d'après la définition même de la loi, implique la
« simultanéité de l'intention frauduleuse et de l'appréhen-
« sion de la chose d'autrui ; le recel pouvant se prolonger
« pendant une durée indéterminée, il suffit pour qu'il tombe

« sous l'incrimination de la loi *que le vice inhérent à l'objet*
« *recélé ait été connu du recéleur à un moment quelconque*
« *de la période pendant laquelle il en est resté détenteur ;*
« *Attendu que... Rejette... (1) ».*

Avant la loi du 22 Mai, le caractère de *continu* ou d'*instantané* du recel de choses était bien discuté par la doctrine. Les uns disaient que le recel était de caractère continu, et qu'il se perpétrait, par conséquent, tant que le recéleur ne se serait pas dépossédé des objets délictueux (2). Les autres soutenaient le contraire, prétendant que le recel n'étant qu'un acte de complicité, il devait se caractériser par le crime ou le délit principal auquel il se rattache et qui est presque toujours instantané (3).

Quant à la jurisprudence, la Cour d'appel décidait tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre sens : par l'arrêt du 26 Juin 1873 (4), elle décida que la prescription était la même pour le vol que pour le recel, et, par conséquent, le recel, délit instantané comme le vol ; par l'arrêt du 10 Août que nous venons de citer, elle reconnaît au recel, dans des termes très clairs, son caractère continu.

La loi du 22 Mai érige le recel en délit distinct et coupe le lien de complicité qui le nouait à l'infraction principale, lien sur lequel s'appuyaient quelques auteurs pour prouver que le recel était un délit instantané.

(1) S. 78-1-385.

(2) Faus. HÉLIE, tr. inst. crim., 2^e éd. T. 2, p. 686. — BLANCHE Et., sur le C. P., T. 2, n^o 154.

(3) GARR. Traité de dr. pén., 3^e éd. T. 2, p. 558.

(4) S. 1873-1-345.

Malgré cette loi, et malgré la jurisprudence antérieure à cette loi, on discute encore pour savoir si le recel est d'un caractère continu ou instantané. De Valles (1) soutient le caractère continu du recel; nous partageons son avis. Henry soutient l'opinion contraire, dans les travaux de la conférence de droit pénal de la Faculté de droit de Paris.

La Cour d'appel de Paris eut à trancher la question et par un arrêt du 17 Janvier 1916 (2) décida dans dans notre sens, c'est-à-dire dans le sens délit continu.

« La Cour, Considérant qu'il ne saurait être douteux
« que le recel, qui, aux termes de la loi du 22 Mai 1915,
« est devenu un délit *sui generis* et dégagé de toute idée de
« complicité, *est un délit continu*; que c'est dans cet esprit
« qu'a été votée cette loi; que le législateur a eu surtout en
« vue le recel international, c'est-à-dire la détention, con-
« tinuant d'un côté de frontière, d'une chose volée et
« remise à un premier recéleur, de l'autre côté;
« Par ces motifs, confirme... »

Le recel, disions-nous, est un délit continu. C'est le caractère qui lui est reconnu par l'arrêt que nous venons de citer. De cela découlent les conséquences principales suivantes :

a) *Prescription*. — Elle ne commence à courir, pour l'extinction du délit, que du jour où le recel prend fin, c'est-à-dire du jour de la cessation de la détention par le recéleur de la chose soustraite, et non pas du jour de sa réception. Nous sommes, à ce point

(1) *Journal des Parquets* : Le Recel délit distinct.

(2) S. 1920-2-127.

de vue, en contradiction avec notre professeur Garraud (1) qui lui, voit dans le recel un délit instantané et ne considère la mauvaise foi qu'au moment de l'entrée en possession par le recéleur de la chose soustraite; à moins que M. le Professeur ait changé d'opinion après la promulgation de la nouvelle loi sur le recel.

b) Compétence. — Le recel, étant un délit continu, est réputé commis dans tous les lieux où le recéleur aurait possédé la chose délictueuse, et non pas le seul lieu de la réception. Dans ce système de recel, délit distinct et continu, on ne voit aucun obstacle à la poursuite d'un recéleur étranger d'un objet volé à l'étranger; du moment que l'étranger possède, en France, la chose délictueuse, il y commet le délit et est justiciable par ses tribunaux.

Disons, en terminant ce paragraphe, que si la loi exige, pour qu'il y ait recel, que le recéleur ait connu la provenance délictueuse de la chose, elle n'exige nullement qu'il ait connu le genre de délit, le lieu, la date ou les circonstances dans lesquelles il a été accompli, ni même qu'il ait su quels en étaient les auteurs (2).

Il suffit qu'il connaisse, d'une manière générale, que la chose qu'il recèle provienne d'un crime ou d'un délit. En étudiant les pénalités du recel, nous verrons comment sa connaissance de certaines circonstances aggravantes fera changer la qualification du recel, de délit en crime.

(1) *Tratté de Droit pénal*, 3^e éd., p. 115.

(2) Paris, 14 déc. 1915. — S. 1920-2-125.

CHAPITRE III

RÉPRESSION DU RECEL

La loi du 22 Mai a beaucoup innové sur l'ancien système du recel, au point de vue des peines qu'elle édicte aujourd'hui contre les recéleurs. Elle a maintenu la distinction entre le recel simple et le recel qualifié, qu'on peut nommer actuellement *recel-délit* et *recel-crime*, puisqu'ils sont des infractions distinctes et non des faits de complicité.

Les peines, sous l'ancien système, étaient variables, car le recéleur complice était punissable des mêmes peines encourues par son auteur principal, en cas de crime, comme en cas de délit. Il n'y avait à cela qu'une seule exception prévue par l'ancien art. 63. Cette seule exception était que la peine des travaux forcés à per-

pétuité était prononcée contre le complice, quand son auteur principal encourait la peine capitale. Cette exception est encore conservée par la loi nouvelle dans l'art. 461 (nouveau). Les innovations apportées sont : le système des peines fixes, l'amende proportionnelle, et, en cas de crime, l'aggravation de la peine quand seulement le recéleur, au temps du recel, avait connaissance des circonstances aggravantes de ce crime.

a) *La peine fixe.* — C'est la peine prévue par l'art. 401 : l'emprisonnement de 1 à 5 ans et l'amende de 16 à 500 fr. (art. 460 nouveau).

b) *Amende proportionnelle.* — L'art. 460 *in fine* (nouveau), laisse la faculté au juge d'élever l'amende prévue par l'art. 401, de 500 fr. jusqu'à la moitié de la valeur des objets recelés. Cette amende proportionnelle n'est pas de pure création de la loi sur le recel, on la voit établie par le Code Pénal en matière d'abus de confiance (art. 406 et 408 du Code Pénal), de concussion (art. 174 du Code Pénal).

c) *L'aggravation personnelle au recéleur* (art. 461 nouveau). — Cet article écarte la peine de mort ; elle ne se prononcera jamais contre un recéleur. Outre cette décision, l'article dit : « Dans le cas où une peine afflictive et infamante est applicable au fait qui a procuré les choses recélées, le recéleur sera puni de la

peine attachée par la loi au crime et aux circonstances du crime dont il aura eu connaissance au temps du recélé ».

Donnons un exemple :

A... recèle la chose qu'il sait provenir d'un vol qualifié. Il sera puni de la peine de ce vol qualifié, ce crime. Mais sa peine dépendra du nombre des circonstances qui aggravent la peine de ce vol ; il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité, prévus par l'art. 381 du Code pénal, s'il savait, au temps du recel, que le vol tombait sous le coup de cet article, c'est à dire s'il savait qu'il a été commis avec les circonstances aggravantes mentionnées par l'art. 381 du Code pénal, et qui sont : la nuit, la réunion de deux ou plusieurs personnes, le port d'armes, l'effraction ou escalade, violence ou menace. Il ne sera condamné qu'aux travaux forcés à temps, si, au temps du recel, il ne savait que deux circonstances seulement, par exemple, la nuit, et la réunion de deux ou plusieurs personnes, par application de l'art. 385. On lui appliquera ce dernier article, quoique le voleur, lui, encoure la peine des travaux forcés à perpétuité édictée par l'art. 381.

Une difficulté d'application surgit dans l'hypothèse où le recéleur s'est trompé, au temps du recel, sur la nature du crime qui a fourni la chose ; par exemple, il a cru vol qualifié avec deux circonstances aggravantes, le crime de faux en écriture publique commis par un fonctionnaire, que l'art. 145 du Code pénal punit de travaux forcés à perpétuité. Quelle peine lui appliquera-t-on ? Le texte de l'art. 461 est mal rédigé.

Faut-il lui appliquer la peine de travaux forcés à

temps édictée par l'art. 385, pour le vol qualifié avec deux circonstances aggravantes, ou la peine de travaux forcés à perpétuité prévue par l'art. 145, pour le faux en écriture publique par un fonctionnaire ?

On ne pourra pas lui appliquer la peine édictée pour le faux, puisque, au temps du recel, il n'en a pas eu connaissance comme l'exige le texte de l'art. 461 (nouveau). On ne pourra non plus lui appliquer la peine du vol qualifié avec deux circonstances aggravantes, puisque le crime commis qui fournit les objets recelés est un faux !

Malgré que l'un et l'autre soit un crime, on ne pourra, à notre avis, appliquer au recéleur, dans ce cas, que l'art. 460, car les conditions exigées par l'art. 461 ne sont pas réunies : il faut, d'après ce dernier article, que le recéleur connaisse le crime et les circonstances du crime au temps du recel.

Il semblerait plus juste de dire que le recéleur, dans le cas où il se tromperait, sera puni de la peine attachée au crime qui, d'après lui, aura procuré la chose recélée. Mais ce serait contraire d'abord au texte de l'art. 461, puis au principe disant que l'on doit, en matière pénale, appliquer très strictement les termes de la loi et l'interpréter restrictivement.

En tout cas, l'application de l'art. 461 nécessite deux conditions : que l'infraction principale soit crime ; que le recéleur ait eu connaissance des circonstances aggravantes de ce crime. La différence avec autrefois réside en ce qu'aujourd'hui, nul ne peut être frappé d'une peine criminelle, en matière de recel, s'il n'a eu

connaissance des circonstances aggravantes de l'infraction antécédente, qui a procuré l'objet du recel. C'est une modification assez profonde au droit antérieur.

L'art. 460, al. 3, prévoit le cas où le recéleur est en même temps complice de l'auteur de l'infraction principale. Il y aura, dans ce cas, concours du recel avec la complicité en question ; on appliquera la peine la plus forte.

L'art. 7 : « Lorsque les lois édictent des incapacités, « ou lorsqu'elles autorisent les tribunaux à les pronon-
« cer contre les individus condamnés pour vol, escro-
« querie, abus de confiance, soustraction commise par
« des dépositaires publics, leurs dispositions sont appli-
« cables aux individus condamnés pour avoir sciemment
« recélé, en tout ou en partie, des choses obtenues à
« l'aide de ces délits ».

Cet article a pour but de faire subir aux recéleurs les mêmes incapacités encourues par ceux qui sont condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance. Puis il ajoute les dépositaires publics qui ont commis une soustraction, qu'il met au même pied d'incapacité que les recéleurs d'objets provenant d'un vol, d'un abus de confiance ou d'une escroquerie.

Disons, avant de terminer le chapitre de la répression, que la loi du 22 Mai, en supprimant l'indivisibilité qui existait entre le recel et le délit ayant procuré la chose recélée, y a substituer d'une façon expresse la connexité.

En effet, l'art. 6 de cette loi, par modification de l'art. 227 du Code d'Instruction Criminelle dit :

« Les délits sont connexes... lorsque des choses
« enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime
« ou d'un délit ont été en tout ou en partie recélées ».

La loi a parlé de la connexité entre le recel de chose et le délit antérieur, mais elle n'a rien dit à propos de la solidarité qu'elle aurait pu établir expressément entre les auteurs de ces deux infractions, le recel et le délit antérieur.

Personnellement, nous croyons, malgré le silence de la loi, que la connexité doit entraîner et avoir pour effet, la solidarité entre les auteurs du recel et de l'infraction antérieure qui lui sert de base, par application de l'art. 55 du Code Pénal, comme avant la loi nouvelle.

Voici ce qu'a décidé la Cour de Paris, en date du 14 Décembre 1915 (1) :

« La Cour... En ce qui concerne la solidarité :

« Considérant que la loi du 22 Mai 1915 a pour effet de
« supprimer l'indivisibilité qui existe entre le recel et le délit
« antécédent, le recel cessant d'être un acte de complicité ;
« mais que cette loi a substitué à cette indivisibilité la con-
« nexité ; que la modification faite par l'art. 6 de la loi nou-
« velle à l'art. 227 du Code d'Instruction criminelle, a con-
« sisté uniquement à déclarer d'une façon expresse, que le
« recel et le délit ayant procuré la chose recélée étaient
« connexes , que c'est donc la loi qui a consacré le nouveau
« concept du recel, qui a déterminé, en termes précis, la
« nature de la relation existant entre les deux délits ;

« Considérant, dès lors, qu'il échet de rechercher quel

(1) S. 1920-2-126.

« est, au point de vue de la solidarité prévue par l'art. 55
« du Code Pénal, la conséquence découlant du lien de
« connexité ; qu'il est de jurisprudence constante que les
« *règles de la solidarité s'imposent dès que la connexité*
« *existe entre deux infractions* ; que cette solution est basée
« sur cette idée, que, malgré la pluralité de délits, il y a
« faute commune, soit qu'il y ait accord, entente et concert
« entre les délinquants, soit qu'il y ait rapport de causalité
« ou but commun, soit que le deuxième délit n'ait été que
« la continuation ou le corollaire du premier... ».

CHAPITRE IV

COMPLICITÉ DE RECEL, TENTATIVE, RÉCIDIVE

A) Complicité de recel. — C'est la complicité de recel dont il faut parler et qu'il ne faut pas confondre avec la complicité par recel qui n'existe plus.

Autrefois, quand le recel était complicité, il ne pouvait pas y avoir complicité de recel, car le Code pénal n'admet pas la complicité de la complicité. Ceci est compréhensible parce que, le plus souvent, les soi-disant complices du complice ne sont autres personnes que des complices à l'auteur principal.

Aujourd'hui, le recel est un délit distinct ; il peut comporter tous les modes de complicité pénale, de sorte qu'on peut poursuivre, comme complices du recéleur, les individus qui, par exemple, l'assistent en connaissance de cause.

B) Tentative. — Mêmes raisonnement et motif que la complicité de complicité. La complicité de recel est devenue possible et est, par conséquent, soumise aux articles 2 et 3 du Code pénal. Donc, si le recel est

crime, cas de l'art. 461 (nouveau), sa tentative tombe sous le coup de l'art. 2 qui ne prévoit que la tentative de crime et la considère comme lui, au point de vue de sa répression.

Mais s'il n'est que délit, il ne sera pas punissable ; ceci est d'après l'art. 3 qui n'admet la tentative, en cas de délit, que lorsque la loi prévoit expressément le cas. La loi du 22 Mai ne prévoyant pas la tentative de recel-délit, celle-ci ne sera pas punissable.

C) *Récidive.* — Le recel devenant délit distinct, il a fallu lui faire une place à part dans le Code pénal, à propos de la récidive, et l'insérer dans le texte de la loi sur la relégation.

a) *Dans le Code pénal.* — L'art. 3 de la loi du 22 Mai a fait ajouter à l'art. 58 du Code pénal le paragraphe suivant :

« Le recel sera considéré, au point de vue de la récidive, comme le délit qui a procuré les choses recélées ».

Donc aux termes de l'art. 58, sera récidiviste l'individu qui, dans l'espace de cinq ans, commet un vol et un recel de choses volées ou obtenues par escroquerie ou abus de confiance.

b) *Récidive de la loi sur la relégation.* — D'après l'art. 4 de la loi du 22 Mai, on voit qu'elle ajoute le recel de choses aux délits correctionnels dont la réunion importe l'application de la relégation.

BIBLIOGRAPHIE

R. GARRAUD. — Traité théorique et pratique du Droit pénal Français, 3^e édition.

GARRAUD. — Précis du Droit criminel, 11^e édition.

GARÇON. — Code pénal annoté sous les articles 59 et 60.

Travaux de la Conférence de Droit pénal de la Faculté de Droit de Paris : Commentaire de la Loi du 22 Mai 1915.

Journal des Parquets. — 1916, n^{os} 1 et 3. — Le Délit du Recel, par de Valles, conseiller à la Cour d'appel de Paris.

THIRION. — De la Complicité par Recel de choses (Th. Paris, 1896).

DÉPREZ. — De la Complicité au point de vue international. (Th. Paris, 1913).

JORDAN. — Du Recel de choses envisagé comme mode de Complicité ou délit. — Revue de législation et jurispr. 1907.

DALLOZ. — Répertoire mot « Complicité », n^{os} 203-253. — Périodique, années citées.

SIREY. — Années citées.

Annuaire de la Législation étrangère, T. XXVI.

Actes du Congrès pénitentiaire international de St-Petersbourg, 1890. T. I, pp. 220 et 634 ; T. II, p. 675.

GRANDMOULIN. — Le Droit pénal Egyptien, indigène.

FEUILLOLEY. — La lutte contre la Criminalité internationale, dans *Bulletin de l'Union Internationale de Droit pénal*, 13^e volume, 1906, p. 247 et s.

A. LE POITTEVIN. — Le Recel international, dans *Revue de Droit international privé*, 1909, p. 686 et s.

SEBASTIANI. — De la Complicité et du Recel. (Thèse, Paris),

Journal officiel. — Session ordinaire, séance du 19 Mai 1913, annexe n° 172. Documents parlementaires d'août 1913, p. 992. (Sénat).

Journal officiel. — 1914 (Sénat). Documents parlementaires, p. 11, session ordinaire, séance du 22 janvier 1914. — Annexe n° 14.

Journal officiel. — 1915 (Chambre). Documents parlementaires, session ordinaire, séance du 11 mai 1915, p. 408.

Le Président de la Thèse,
R. GARRAUD.

Vu :
Le Doyen,
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :
LYON, le 6 Juillet 1921.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION, DROIT COMPARÉ.....	5
1. Allemagne.....	7
2. Angleterre.....	7
3. Autriche-Hongrie { a) Autriche.....	9
b) Hongrie.....	9
4. Belgique.....	10
5. Danemark.....	10
6. Egypte.....	10
7. Espagne.....	11
8. Italie.....	12
9. Pays-Bas.....	12
Portugal, Russie, Suède.....	13

Première Partie

CHAPITRE UNIQUE : LES DEUX CONCEPTIONS DU RECEL DE CHOSES.

1. Le Recel, fait de complicité.....	15
2. Le Recel-Délit distinct.....	20

Deuxième Partie

LE RECEL-DÉLIT DISTINCT, d'après la loi du 22 Mai 1915

Texte de la loi du 22 Mai 1915.....	23
CHAPITRE I. Définition du Recel.....	27
CHAPITRE II. Des Eléments Constitutifs du Recel.....	31
Paragraphe I. De l'Infraction Antérieure.....	31
» II. De l'Elément Matériel.....	38
» III. De l'Elément Intentionnel.....	41
CHAPITRE III. Répression du Recel.....	47
CHAPITRE IV. Complicité de Recel, Tentative du Recel,	
Récidive.....	55
a) Complicité du Recel.....	55
b) Tentative du Recel.....	55
c) Récidive.....	56
BIBLIOGRAPHIE.....	57

